

06h00 | Mise à jour : 07h40  
 Par Recueilli par Dominique De Laage

## Chômage : « nous sommes dans la situation de l'Angleterre des années 1980 »

Selon Arnaud Vaissié, P-DG d'International SOS et membre du comité directeur de l'Institut Montaigne, la France n'échappera ni à une hausse de la CSG ni à une hausse de la TVA.



(Bonnaud Guillaume)  
 1 sur 2

Le chiffre de 3 millions de chômeurs a été atteint

### « Sud Ouest ». Le chômage a-t-il été aggravé par les annonces de nouvelles charges sur les entreprises ?

**Arnaud Vaissié.** Le problème est structurel. La gauche a trouvé des entreprises en très mauvais état, avec des taux de marge qui n'ont jamais été aussi faibles. Le programme de la droite - on y croyait ou pas, c'est un autre problème - était de diminuer les charges des entreprises avec la TVA sociale. La gauche est finalement arrivée au pouvoir en voulant rétablir l'équilibre des comptes publics par une augmentation des charges de l'entreprise. Ce qui a commencé d'être fait avec les heures supplémentaires. On ne peut être surpris, dès lors, de voir les entreprises stopper l'investissement et l'embauche.

PUBLICITÉ

### De quels maux structurels souffre principalement l'emploi en France ?

D'un manque de flexibilité. Le chômage est un problème en France depuis la première crise pétrolière. Or, depuis 1973, les gouvernements de droite comme de gauche disent tous : « Ma priorité, c'est le chômage. » Pour y répondre, ils créent invariablement des emplois publics et durcissent les licenciements. Cette même stratégie, perdante, est appliquée depuis quarante ans. Elle est perdante parce qu'elle diminue la compétitivité des entreprises qui, en retour, embauchent moins. Les pays qui ont pris le chemin inverse en disant : « Le chômage n'est qu'une

conséquence, on ne peut pas le traiter en direct » pour adopter des mesures de flexibilité, ont aujourd'hui des taux de chômage meilleurs que la France. Mon groupe est présent dans 60 pays. La législation du travail la plus compliquée de tous les pays développés est la nôtre. Nous dépensons plus en droit social en France que dans l'ensemble de nos filiales réunies. La flexibilité, c'est la clef.

### **Que pensez-vous des contrats d'avenir et des contrats de génération ?**

Ce n'est pas forcément un mauvais système. Mais le contrat de génération va être extraordinairement compliqué. C'est toujours la même chose. Le système de base étant mauvais, on rajoute des couches. Et l'on crée un système de plus qui va demander encore plus de spécialistes de droit social dans les entreprises, ce qui va coûter une fortune.

### **Voyez-vous des remèdes immédiats - même petits - pour fluidifier le marché du travail ?**

La France meurt des remèdes simples et partiels. Elle a besoin de vraies mesures de fond. C'est pourquoi je ne suis pas contre le dialogue social que François Hollande met en place. Il faut des réformes de structure. Diminuer les cotisations sociales et apporter de la flexibilité. Tous les acteurs sont d'accord, sauf la CGT et FO. Notre situation ne peut qu'empirer parce que nous sommes, avec l'euro, dans une contrainte sans comparaison dans notre histoire économique. Nous n'avons plus le droit de dévaluer. Et nous utilisons l'euro, qui est la monnaie de l'Allemagne, le pays le plus efficace économiquement au monde.

### **Comment créer un choc de compétitivité en France ?**

On n'échappera pas au basculement des cotisations sociales, et sur la CSG et sur la TVA, pour arriver à alléger le coût du travail. Tous les think tanks, de droite comme de gauche, sont d'accord sur ce point. Le problème n'est pas de savoir si on va le faire ou non, le problème est celui de la date à laquelle on va le faire.

### **La situation vous paraît à ce point insoutenable ?**

Le pays est en train de rentrer dans le mur, et ce constat commence à faire consensus. Nous sommes dans la position de l'Angleterre au début des années 1980. À l'époque, un accord avait été obtenu de manière brutale par Margaret Thatcher. Les socialistes ont la chance historique de pouvoir imposer au pays une réforme plus consensuelle que n'aurait pu la conduire un gouvernement conservateur. Il y a donc un espoir.

À lire aussi

**Chômage : le pari du q uinquennat Hollande**

---

**Le chômage continue d'augmenter au 2e trimestre**

---

**Hollande et Ayrault accélèrent la manoeuvre**

---

**Le sparadrap du chômage**

---

### **Pensez-vous que la flexibilité soit la réponse à la hausse du chômage ?**

Oui

Non

J'ai un avis plus nuancé, j'en fais part en commentaires

Voter

Nombre de votants: 1484

© www.sudouest.fr 2012